

➤ tout à fait réelles, de Tutsis massacrés, et quatre lignes pour ajouter : « *Nous sommes allés côté FPR, on ne nous a pas permis de visiter leur région.* » Pêché par omission. C'est comme l'histoire de l'embargo : la France et le Zaïre ont bien arrêté de livrer des armes à l'armée rwandaise. Pendant ce temps, le FPR, lui, a continué de recevoir tout ce qu'il voulait de l'Ouganda...

Dernier exemple : à Goma, j'explique au représentant d'une ONG préparant de l'aide pour la zone française qu'il y a des massacres des deux côtés, que le FPR, même s'il opère plus "proprement", a lui aussi éliminé par des jugements sommaires. Réponse : « *Nous le savons, mais il faut ménager le FPR, car nous avons obtenu la reconnaissance du terme de génocide pour les Tutsis massacrés. Si nous disons que l'autre camp tue aussi, ce ne sera plus possible.* » Cynisme ou inconscience ?

Entrevoyez-vous une issue au conflit ?

Je suis très pessimiste, car la situation me paraît inextricable. Déjà, côté FPR commencent à circuler des listes de gens à poursuivre en justice. Et sur ces listes figurent des modérés. Les responsables du FPR le reconnaissent... mais en privé ! Car, officiellement, ce sont toujours des logiques de pouvoir qui prennent le dessus. Même des pères européens sont inscrits sur des listes de criminels de guerre, simplement parce qu'ils ont aidé non seulement des Tutsis, mais aussi des Hutus. Toute une élite, aussi bien hutue que tutsie, a été décapitée : tous des modérés prônant le rapprochement. Mais les extrémistes l'ont emporté contre la bonne volonté. Et j'ai peur de l'esprit de vengeance des nouveaux dirigeants. La loi du vainqueur les conduira à tout faire pour obtenir le maximum. Je voudrais que le FPR comprenne que, de cette manière, il n'obtiendra qu'une victoire à la Pyrrhus. Sans vraiment craindre une réaction revancharde de l'armée rwandaise, comme nous le serine la presse, je pense que cette victoire sera vite ingérable. La radio

Noirmont/Reuter/MAXPPP



Maîtres des lieux, les soldats du FPR (majoritairement tutsi) exercent un contrôle strict sur la population de Kigali.

gouvernementale a certes poussé à l'exode. Mais le FPR a lui aussi contribué à vider le pays de ses habitants, et organisé d'énormes déplacements de populations.

J'espère, en tout cas, que l'exemple du Rwanda pourra ser-

vir de choc salutaire aux pays limitrophes. Au Burundi, tout est possible, c'est un véritable volcan : trois mois avant la guerre, des Rwandais me disaient : « *Ce qui se passe au Burundi est inconcevable chez nous...* » Bien sûr,

il y a eu d'admirables exemples de Hutus sauvant des Tutsis, et vice versa : les roses poussent sur le fumier, mais le fumier est vaste...

De notre correspondante à Bruxelles
RAPHAËLE POITEVIN ■

BERNARD STASI, PARLEMENTAIRE EUROPÉEN, DE RETOUR DU RWANDA

Delahaye/Sipa Press



« Les Français doivent rester »

Bernard Stasi, maire CDS d'Épernay, vice-président de la commission Développement et Coopération du Parlement européen, vient de participer à une mission au Rwanda. Il en revient convaincu que le retrait de l'armée française, prévue pour le 22 août, serait une erreur lourde de conséquences. Et que le nouveau gouvernement de Kigali n'est pas unanimement prêt à entamer un processus de réconciliation nationale.

Quelle est votre première réaction, à chaud, à votre retour du Rwanda ?

Le souvenir de ce que j'ai ressenti au plus profond de moi : que la folie des hommes n'a pas de limite. (*Sa voix baisse d'un cran.*) Et la honte.

Quelle honte ?

La honte devant ceux qui sont morts et les milliers de ceux qui étaient en train de mourir à Goma. Ces milliers d'enfants. La honte parce que la communauté internationale, par impuissance ou lâcheté, a tardé à réagir. Parce qu'en avril dernier, les grandes puissances se sont retirées comme si elles disaient aux tueurs : « *Vous pouvez y aller.* » Et le message a été compris. Personne, sans doute, ne pouvait prévoir l'ampleur des massacres. Mais tout cela prouve que la communauté internationale n'a pas la volonté nécessaire pour prévenir et arrêter les conflits. D'ailleurs plus personne n'ose parler de nouvel ordre mondial. Les grandes puissances restent guidées par leurs propres intérêts

égoïstes. Et c'est bien en cela, d'ailleurs, que l'Europe doit trancher, se mettre au service d'un certain nombre de valeurs.

A Kigali, vous avez rencontré le nouveau gouvernement rwandais. Quelle impression en avez-vous retiré ?

D'abord celle d'hommes un peu perdus. Parce qu'ils sont à la tête d'un pays vidé de la moitié de ses habitants. Et dans lequel plus rien ne fonctionne. Pas d'eau, pas de service public, d'électricité, d'administration, de téléphone. Rien.

Quelles sont selon vous leurs intentions sur l'avenir du Rwanda ?

C'est difficile à dire car le gouvernement est assez divisé. Y compris sur certains points fondamentaux comme la nécessité

de réintégrer les soldats des FAR (Forces armées rwandaises) dans l'armée. Bien sûr, il faut châtier les responsables des massacres. Mais nous pensons aussi que le gouvernement doit tenir un discours d'union et de réconciliation nationale. Sinon les réfugiés ne reviendront pas. D'autant qu'il sont soumis par les anciens responsables à une propagande scandaleuse, qui vise à les terroriser pour qu'ils ne rentrent pas.

Sous-entendez-vous que tout le FPR n'est pas prêt à la réconciliation ?

Disons que certains, notamment le général Paul Kagamé, le véritable homme fort du nouveau régime, ont des positions dures. Mais qu'ils se méfient ! Ils sont minoritaires. Pour l'instant, ils ont gagné. Mais si la guerre reprend, si les milliers de soldats réfugiés se réarment contre eux, alors ce sera l'apocalypse. Et ce pays finira par ne plus exister.

Quel pessimisme !

Non, pour l'instant, je crois que le gouvernement a conscience que tout ça est allé trop loin, que le Rwanda doit retrouver la voie d'un certain apaisement. Mais il faut pour cela qu'il accueille les réfugiés. Qu'il réintègre les soldats, pas les milices. Et qu'il élargisse les bases du pouvoir – ce à quoi tous les dirigeants ne sont pas prêts. Leur tâche est difficile.

Très difficile. Mais ont-ils vraiment le choix ?

Que pense le gouvernement de l'intervention française ?

Sur ce point aussi il est divisé. Paul Kagame supportait mal, par exemple, qu'Edouard Balladur se rende dans la zone de sécurité. Mais le Premier ministre rwandais, lui, reconnaît que l'armée française fait du bon travail.

Que pensez-vous, vous-même, du départ de l'armée prévu pour le 22 août ?

Qu'il serait très lourd de conséquences. Le responsable de la MINUAR (la force de l'ONU) lui-même, le général Dallaire, pourtant réservé au départ de l'intervention, reconnaît aujourd'hui que les Français seront difficiles à remplacer en quantité et en qualité. Il est inquiet. Comme la plupart des Rwandais que j'ai rencontrés dans la zone de sécurité, à Gikengoro. Je crains pour ma part que, sur le terrain, cette inquiétude ne se transforme en panique. Pour l'instant les miliciens se tiennent tranquilles. Mais ça peut changer très vite. Je l'ai écrit dès mon retour au Premier ministre, ainsi qu'à Alain Juppé et François Léotard. J'ai insisté sur les graves conséquences qu'entraînerait le départ des militaires français.

Propos recueillis par
DOMINIQUE SIGAUD ■



Une maman retrouve sa petite fille perdue au cœur de l'exode.

SUCCES DE L'OPÉRATION

LAVIE

SECOURS
CATHOLIQUE
Caritas France

DOUZE MILLIONS POUR SAUVER DES VIES

Plus de 1,2 milliards de centimes. Vous, les lecteurs de *La Vie* avez, à notre appel, envoyé très exactement 12 205 500 francs au Secours Catholique, depuis le 23 juin, pour aider les réfugiés du Rwanda à surmonter leurs folles épreuves. Et ce n'est pas fini. Les comptes sont pour l'instant arrêtés au mercredi 10 août. Or les chèques continuent d'arriver chaque jour au Secours Catholique avec la mention Rwanda-La Vie. Des milliers d'entre vous ont, à ce jour, participé à cette opération de survie exceptionnelle. Moyenne des chèques : 350 francs. Certains atteignent ou dépassent 10 000 F, souvent accompagnés d'un mot plein de sympathie. Pourquoi ne pas le dire, votre générosité, dont nous n'ignorions pourtant rien, nous touche profondément et stupéfie les responsables du Secours Catholique. Sachez que si son appel national a déjà rapporté 24 millions de francs, plus de la moitié de cette somme est donc le fruit de votre esprit de solidarité avec un peuple en détresse.

Sachez aussi, et c'est le plus important, que vos dons ont permis aux équipes de Caritas, présentes sur place, de sauver d'innombrables vies et permettent aujourd'hui aux réfugiés de tenir le coup malgré tout. Les cinq avions du premier pont aérien sont bien arrivés à destination. Et les derniers des six cargos du second pont partiront les 23 et 29 août, tous chargés de médicaments, sel de réhydratation, farine reconstituante. Et aussi de biscuits protéinés qui repapent très vite les enfants et les adultes et n'exigent ni eau ni bois de cuisson, un plus en ces lieux pollués et déjà déboisés. Grâce à la rapidité et au montant vraiment très élevé de votre réaction humanitaire, le Secours Catholique pourra expédier 200 m³ de bâches plastiques que les réfugiés placeront au-dessus de leurs huttes de feuilles de bananiers ou de cafetiers incapables de résister aux pluies diluviennes et glacées qui vont

s'abattre sur les camps à la fin du mois. Le Secours se désespérait de ne pouvoir initier ce programme de 3 millions de francs. Avec vos chèques, il le peut. Ce n'est pas tout. Si les réfugiés se décident à rentrer au Rwanda, Caritas se tient prêt à les rééquiper en semences et en outillage agricole. Et s'ils n'osent pas regagner leurs villages, faute de croire, à tort ou à raison, qu'ils y seraient en sécurité, Caritas s'organise pour qu'ils soient soignés et nourris. Déjà 317 000 Rwandais sur les 906 000 déplacés que compte la zone de sécurité française sont pris en charge.

DES ACTIONS PRÉCISES, CONCRÈTES, EFFICACES

Mais sachez-le aussi, Caritas ne peut distribuer qu'un kilo de nourriture par personne et par semaine. « Un minimum de survie », dit-on rue du Bac. Ajoutons pour être à peu près complet que votre générosité a permis aussi de subventionner l'indispensable et infernal ramassage des cadavres, les bénévoles, scouts et séminaristes rwandais et zairois ne suffisant pas à la tâche ; de financer l'installation de trois camps de 500 orphelins chacun, avant la saison des pluies ; et de mettre en route dans une brasserie locale une fabrique de sérum antidiarrhéique.

Voilà la liste impressionnante des actions précises, concrètes, efficaces qui sans vous, chers lecteurs, n'auraient jamais vu un début de réalisation. Des actions qui, malgré les horreurs, prouvent que la vie triomphe tout de même et qui témoignent d'une éclatante façon que la fraternité universelle n'est pas un vain mot.

JEAN-PHILIPPE CAUDRON ■

Les dons peuvent toujours être adressés par chèque bancaire ou postal (CCP 737 G Paris). Mention : Rwanda-La Vie, au Secours Catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.